

Cote du document: EB 2016/LOT/P.7/Rev.1
Date: 3 septembre 2016
Distribution: Publique
Original: Espagnol

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République du
Nicaragua pour le Projet de développement
durable des familles rurales dans le Couloir
sec du Nicaragua

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Ladislao Rubio
Chargé de programme du pays
Division Amérique latine et Caraïbes
téléphone: +39 06 5459 2575
courriel: l.rubio@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner
Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	2
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	4
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	6
IV. Coût, financement et avantages du projet	6
A. Coût du projet	6
B. Financement du projet	6
C. Résumé des avantages et analyse économique	7
D. Durabilité	7
E. Identification et atténuation des risques	8
V. Considérations d'ordre institutionnel	8
A. Respect des politiques du FIDA	8
B. Alignement et harmonisation	8
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	9
D. Participation à l'élaboration des politiques	9
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	9
VII. Recommandation	10
Appendice	
I. Convenio de financiación negociado (Accord de financement négocié)	1
II. Marco lógico (Cadre logique)	15

Sigles et acronymes

FTE	Fonds d'investissement pour les familles, les territoires et les entreprises
MEFCCA	Ministère de l'économie familiale communautaire, coopérative et associative
MEP	manuel d'exécution du projet
NICAVIDA	Projet de développement durable des familles rurales dans le Couloir sec du Nicaragua
PS&E	planification, suivi et évaluation

Carte de la zone du projet

Nicaragua

Proyecto de Desarrollo Sostenible de las Familias Rurales en el Corredor Seco de Nicaragua
Municipios priorizados-Área del Proyecto

Informe del Presidente



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République du Nicaragua

Projet de développement durable des familles rurales du Couloir sec du Nicaragua (NICAVIDA)

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République du Nicaragua
Organisme d'exécution:	Ministère de l'économie familiale communautaire, coopérative et associative (MEFCCA)
Coût total du projet:	48,460 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	20,504 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Particulièrement favorables: délai de remboursement de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de 0,75% l'an
Cofinancier:	Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE)
Montant du cofinancement:	15 millions d'USD
Contribution de l'emprunteur:	5,97 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	6,99 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la proposition de prêt à la République du Nicaragua pour le Projet de développement durable des familles rurales dans le Couloir sec du Nicaragua, telle qu'elle figure au paragraphe 33.

Proposition de prêt à la République du Nicaragua pour le projet de développement durable des familles rurale dans le Couloir sec du Nicaragua (NICAVIDA)

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. La République du Nicaragua a une superficie de 129 494 km² pour une population de 6,17 millions d'habitants. Ces dernières décennies, le pays a connu une stabilité macroéconomique qui s'est accompagnée d'une croissance économique soutenue. Entre 2010 et 2014, le produit intérieur brut (PIB) a augmenté en moyenne de 4,7% par an, portant le PIB par habitant à 1 904 USD en 2014. L'apport du secteur agricole au PIB a été de 17% en 2014, sur fond de recul progressif amorcé dans les années 90. Néanmoins, ce secteur emploie 31% de la population active et représente 70% des exportations totales, ce qui fait que le pays est encore une économie en transition où le poids du secteur agricole demeure important.
2. Selon l'enquête de 2014 sur le niveau de vie, 29,6% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et 8,3% en dessous du seuil de pauvreté extrême. Ces chiffres représentent une importante amélioration par rapport à ceux de l'enquête de 2009 (42,5% et 14,6%, respectivement). En zone rurale, la pauvreté générale est tombée, durant la même période, de 63,3% à 50,1% de la population rurale, et la pauvreté extrême, de 26,8% à 16,3%. Malgré les importants progrès de la réduction de la pauvreté, le taux de pauvreté générale représente encore la moitié de la population rurale. Le Nicaragua est un pays très vulnérables aux situations extrêmes et aux phénomènes météorologiques: 25% de la population vivent dans des zones exposées aux ouragans et aux tempêtes tropicales, tandis que la sécheresse récurrente touche près de 45% de la population, la production alimentaire et les populations du Couloir sec étant les plus affectées.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

3. La proposition de prêt s'inscrit dans la stratégie du FIDA concernant le pays, définie dans le programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR) enregistrés au cours de la période 2013-2017. De même, le NICAVIDA est aligné sur les priorités des politiques en vigueur et répond aux axes du "Cadre stratégique pour le Couloir sec" adopté par le gouvernement pour faire face aux conditions sociales, productives et environnementales difficiles qui règnent dans le Couloir sec. Sous la coordination du Ministère des finances et du crédit public, il accompagnera l'approche programmatique promue par le gouvernement pour coordonner les investissements au sein de ce cadre, de concert avec les organismes internationaux de coopération, tels que la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, la Direction du développement et de la coopération, la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) et le FIDA.

4. Les conditions à l'origine de la pauvreté rurale persistent et s'aggravent même dans le Couloir sec, rendant indispensable une intervention pour remédier aux niveaux de dénutrition observés en zone rurale. Selon l'enquête démographique et sanitaire de 2011-2012, en zone rurale, 21% des enfants de moins de cinq ans présentent une dénutrition chronique totale. Les taux globaux (zones urbaines et rurales confondues) de dénutrition chronique sont plus élevés dans les départements du Couloir sec (29,5% en Madriz et 27,7% en Nuova Segovia). L'activité agricole a lieu dans un contexte de dégradation des micro/sous-bassins versants, d'épuisement des ressources hydriques et du couvert végétal, et de dégradation des sols. Cette situation va en s'aggravant par suite du changement et de la variabilité climatiques, si bien que les prévisions annoncent une importante diminution de la production.
5. Le NICAVIDA prévoit d'appuyer les stratégies mises en œuvre par les familles habitant en zone rurale pour diversifier l'économie et transformer la production, en liant et en articulant la diversification de leurs sources de revenus, la protection de l'environnement, l'adaptation au changement climatique, et la sécurité alimentaire et nutritionnelle. À cette fin, le projet intègre les enseignements tirés des opérations antérieures financées par le FIDA, à savoir le Programme de développement économique dans la région aride du Nicaragua (PRODESEC), le Fonds d'assistance technique (FAT), le Projet en faveur de l'accès des petits producteurs aux chaînes de valeur et aux marchés (PROCAVAL), le Programme de développement des systèmes de production agricole, piscicole et forestière dans les territoires autochtones de la RAAN et de la RAAS (NICARIBE) et le Projet d'adaptation aux marchés et au changement climatique (NICADAPTA). Ces opérations ont contribué à la mise en œuvre des politiques publiques nationales et facilité avec succès les processus d'investissement public, l'augmentation de la production et de la productivité, la production alimentaire, les investissements destinés à l'adaptation au changement climatique et la création de revenus.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

6. La zone d'intervention du NICAVIDA comprend 58 communes du Couloir sec. En concertation avec le gouvernement, le projet donnera la priorité, au cours des phases initiales, à 37 communes présentant les taux les plus élevés de pauvreté, d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, et de risque climatique. Le Couloir sec enregistre une forte dégradation de ses écosystèmes naturels, 52% des sols étant surexploités et 40% présentant une érosion forte à très grave. La chute des volumes de production a créé, dans cette zone, des conditions d'insécurité alimentaire et une diminution des revenus des familles rurales.
7. La population cible du NICAVIDA est composée de la population rurale pauvre et des peuples autochtones, avec ou sans terre, une attention particulière étant accordée aux femmes et aux jeunes. La population visée directement par le projet comprendra 30 000 familles, soit environ 152 100 personnes, menant diverses activités dans la région, en associant des stratégies de production agricole et l'intégration au marché du travail. On estime qu'en 2015, 122 000 foyers ruraux, dont 11,2% identifiés comme autochtones, résidaient dans les 37 communes prioritaires.

B. Objectif de développement du projet

8. Le NICAVIDA a pour finalité de contribuer à atteindre les objectifs nationaux consistant à améliorer les conditions de vie des familles vivant en zone rurale et des peuples autochtones installés dans le Couloir sec. Son objectif de développement est d'apporter un appui aux familles rurales pauvres de la zone d'intervention, y compris les peuples autochtones, afin d'augmenter leurs revenus, d'améliorer la qualité nutritionnelle de leurs régimes alimentaires et de renforcer leurs capacités d'adaptation au changement climatique. L'augmentation des revenus des

bénéficiaires passera par la diversification économique et productive de leurs activités, tandis que leur résilience au changement climatique s'améliorera grâce à la gestion durable des ressources naturelles.

C. Composantes/résultats

9. Le NICAVIDA comprendra les trois composantes suivantes:

- Composante 1. Renforcement des capacités et planification. Dans le cadre de cette composante, les conditions seront mises en place pour que les familles et leurs organisations, compte tenu de leurs ressources et du contexte climatique, économique et social ambiants, planifient leur propre itinéraire de développement, destiné à leur permettre d'améliorer leurs revenus et leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, et d'augmenter leur résilience et leur capacité d'adaptation au changement climatique.

Cette composante portera sur deux thèmes stratégiques: i) la sécurité alimentaire et nutritionnelle des familles, en assurant l'accès à des aliments nutritifs et l'adoption d'un régime alimentaire adéquat; et ii) la gestion des ressources naturelles et les pratiques d'adaptation au changement climatique, en renforçant les capacités de gestion durable des ressources naturelles, en mettant en place des pratiques d'adaptation au changement climatique et en adoptant des stratégies de réduction des risques liés à la production et au climat. Cette composante permettra: i) le ciblage du projet, tant au niveau géographique qu'à celui des familles, des peuples autochtones et des communautés, en donnant la priorité aux femmes et aux jeunes; ii) la reconnaissance du contexte territorial, socioéconomique et environnemental du Couloir sec; iii) l'organisation d'activités de formation pour le renforcement des compétences de gestion des stratégies économiques et sociales des familles; et iv) le renforcement des capacités afin d'accroître les opportunités en matière de travail, de production et d'entreprise.

En ce qui concerne la mise en œuvre de cette composante, des plans seront établis, sur la base d'un diagnostic participatif, pour les familles et les activités économiques, permettant de diversifier la production et de créer des revenus agricoles et non agricoles. Des plans territoriaux seront en outre élaborés à partir des demandes des familles, organisations et institutions, afin de satisfaire les besoins en matière d'infrastructure productive, d'aménagement et de gestion des ressources naturelles, d'accès à l'eau, d'amélioration des chemins vicinaux et de gestion des micro-bassins versants.

- Composante 2. Investissements concernant les familles, les territoires et les entreprises. Cette composante comprend les activités et les ressources relatives à l'exécution des plans concernant les familles, les entreprises et les territoires. Dans le cadre de cette composante, les ressources budgétées dans le Fonds d'investissement pour les familles, les territoires et les entreprises (FTE) du projet serviront à financer les plans mentionnés et approuvés par l'unité de gestion du projet du MEFCCA, conformément à la procédure d'approbation prévue à cet effet dans le manuel d'exécution du projet (MEP). Ladite unité gèrera directement le FTE, dans le respect des normes et des procédures définies dans le MEP. Le FTE pourra financer: i) des plans territoriaux ayant pour objet d'investir dans des biens et services publics permettant de créer un environnement favorable à l'amélioration des conditions de vie des familles rurales et des peuples autochtones; ii) des plans concernant les familles, visant à améliorer l'exploitation et la gestion de leurs ressources (terres, main-d'œuvre, argent liquide); les activités agricoles et non agricoles; la sécurité alimentaire et nutritionnelle; et l'amélioration des revenus et de la qualité de vie; iii) des plans d'activité, ayant pour objet de promouvoir le lien entre les stratégies de revenus des familles, la protection de l'environnement et l'adaptation au changement climatique. Ces plans pourront comprendre des activités d'exploitation agricole, de production de valeur ajoutée, d'accès aux

marchés et de développement de petites entreprises, ainsi que des activités en matière de commerce, de services et de microentreprises.

Composante 3. Gestion du projet. L'objectif de cette composante est d'assurer une exécution efficace et efficiente du projet, ainsi que de renforcer la capacité de suivi-évaluation (S&E) des activités, des résultats et de l'impact de celui-ci. Il est prévu d'établir un système d'exécution approprié, efficient et efficace aux niveaux central et départemental du MEFCCA et de promouvoir la coordination interinstitutionnelle. En matière de planification et de suivi-évaluation (PS&E), il est souhaitable que les projets du MEFCCA financés par le FIDA utilisent un seul système de PS&E. Cette composante comprend la gestion et l'administration du projet, qui s'inscrit dans le cadre institutionnel du MEFCCA et s'articule avec les autres projets financés par le FIDA.

III. Exécution du projet

A. Approche

10. Les activités du projet se déploient à partir d'une approche qui accorde une place centrale aux familles et au territoire. Ainsi, par le biais des plans relatifs aux familles, aux territoires et aux entreprises, il est escompté: i) au niveau des familles, qu'elles parviennent à une bonne utilisation de leurs ressources (terres, main-d'œuvre, argent liquide) et adoptent leur propre stratégie de développement, susceptible d'améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, et d'accroître leur résilience au changement climatique; ii) au niveau des territoires et des communautés autochtones, que les investissements dans les biens et services publics créent un environnement propice à l'amélioration des conditions de vie des familles rurales et des peuples autochtones, et favorisent un changement de comportement propice à une bonne gestion des ressources naturelles, à la résilience au changement climatique et au bon état nutritionnel des habitants; et iii) au niveau des plans d'entreprises, que les familles et leurs organisations engagent un processus de transformation rurale, établissant un lien entre la création et la diversification des sources de revenus, d'une part, et la protection de l'environnement et la sécurité alimentaire et nutritionnelle, d'autre part, et accroissent leur résilience au changement climatique.

B. Cadre organisationnel

11. L'organisme responsable de l'exécution du projet sera le MEFCCA. La coordination et la gestion du projet seront confiées à une unité de gestion du projet relevant de la Division des projets du MEFCCA. En liaison avec les opérations du FIDA en cours d'exécution, différentes unités spécialisées dans la gestion financière, la passation des marchés, la PS&E, et la gestion des savoirs seront établies à l'échelle du portefeuille de projets du FIDA. Les délégations départementales du MEFCCA seront responsables des activités au sein des départements correspondants et joueront un rôle opérationnel essentiel. Le projet prévoit des mesures et activités requérant la participation active d'organismes spécialisés – notamment le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles (MARENA), l'Institut nicaraguayen de technologie agricole (INTA) et l'Institut nicaraguayen d'études territoriales (INETER) – avec lesquels il conclura des accords spécifiques.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

12. Le NICAVIDA appliquera un système de PS&E et de gestion des savoirs fondé sur les enseignements tirés des opérations antérieures du FIDA dans le pays. Le projet établira un système de PS&E assorti de rapports de court terme (rapports institutionnels et administratifs, et du Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) de premier niveau), de moyen terme (statistiques nationales et sectorielles et rapports du SYGRI de deuxième niveau) et de long terme (indicateurs relatifs au Plan national de développement humain et rapports du

SYGRI de troisième niveau). La gestion des savoirs assurera l'utilisation des informations et l'intégration des enseignements tirés sur des thèmes clés tels que les aspects fiduciaires, l'exécution des plans d'entreprises, l'adaptation au changement climatique, et la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le projet complètera et appuiera les actions concourant à l'élaboration par le NICADAPTA d'un système de PS&E au sein du MEFCCA. L'étude relative à l'établissement des valeurs de référence sera entreprise dès que le Conseil d'administration du FIDA aura approuvé l'accord de financement et avant le démarrage du projet.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

13. Gestion financière. Le MEFCCA sera chargé de la gestion financière de toutes les ressources du projet, et en particulier des flux de fonds, des décaissements, des contrôles internes, de la comptabilité, des rapports financiers et de l'audit. Une unité spécialisée de gestion financière sera créée, au sein de la structure du MEFCCA, pour tous les projets financés et cofinancés par le FIDA.
14. Flux de fonds. Le FIDA ouvrira un compte de prêt libellé en dollars des États-Unis d'Amérique (USD) au nom de l'emprunteur, qui sera crédité du montant principal du prêt. L'emprunteur ouvrira et tiendra à la Banque centrale du Nicaragua un compte libellé en USD, sous le contrôle de la Trésorerie générale de la République, où seront déposés les avances de fonds et d'où seront virés les fonds à destination du ou des comptes opérationnels du projet tenus au sein du MEFCCA. Ces comptes seront habilités par l'emprunteur conformément à des conditions agréées par le FIDA.
15. Financement rétroactif. Seront considérées comme dépenses admises, celles qui auront été exécutées avant la date d'entrée en vigueur de l'accord de financement jusqu'à concurrence d'un montant total équivalant à 250 000 USD, comme il aura été convenu et spécifié dans ledit accord de financement.
16. Passation des marchés. Les marchés et contrats relatifs au projet seront passés conformément aux directives pour la passation des marchés relatifs aux projets du FIDA ainsi qu'aux dispositions de l'accord de financement. L'unité spécialisée de passation des marchés planifiera et exécutera les processus de passation des marchés. Les marchés et contrats programmés dans les plans présentés par les familles et leurs organisations seront exécutés conformément aux pratiques commerciales privées, et aux procédures définies dans le MEP et dans le document relatif aux règles administratives techniques et financières utilisé par le MEFCCA, sous réserve de leur compatibilité avec les directives mentionnées du FIDA. Les marchés et les contrats exécutés dans le cadre de plans territoriaux et en vertu d'accords ou de contrats conclus avec des institutions publiques ou privées seront régis par les lois correspondantes, sous réserve également de leur compatibilité avec les directives du FIDA.
17. Audit. Les comptes et états financiers annuels du projet feront l'objet d'un audit indépendant exécuté sur la base des termes de référence, conformément aux normes internationales d'audit et aux Directives du FIDA relatives à l'audit des projets. Dans un délai de trois (3) mois, au maximum, à compter du démarrage effectif du projet, le MEFCCA engagera une entreprise privée externe, indépendante et agréée par le FIDA, aux fins de l'audit du projet. Le rapport annuel sera présenté au FIDA dans un délai de six (6) mois, au maximum, à compter de la clôture de l'exercice financier.
18. Gouvernance et contrôle. Des principes de bonne gouvernance, de transparence et de participation seront arrêtés avec toutes les parties intéressées – principalement le MEFCCA et les groupes, organisations, communautés et institutions participant au projet. Ces accords et procédures seront pris en compte dans le MEP.

E. Supervision

19. Le FIDA supervisera directement le projet et exécutera, en complément, des missions d'appui à l'exécution. Dans la mesure du possible, ces missions coïncideront avec la supervision du portefeuille des projets financés par le FIDA dans le pays. La première mission de supervision du projet sera effectuée six mois environ après la date d'entrée en vigueur de l'accord de financement du projet. Elle vérifiera l'état d'avancement des opérations par rapport au calendrier établi dans le plan d'exécution, ainsi que les progrès accomplis sur les aspects fiduciaires, l'exécution des dépenses, les apports de fonds de contrepartie et l'application des clauses de l'accord de financement. La deuxième mission aura lieu six mois après la première.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

20. Le coût total du projet, pour une durée d'exécution de six ans, s'élève à 48,46 millions d'USD, soit un coût de base de 45,54 millions d'USD (94% du coût total) et 2,92 millions d'USD pour les aléas d'exécution et les hausses de coûts (6% du coût total). Les composantes 1 et 2 représentent 93% du coût de base du projet, et la majeure partie des fonds correspondants sera attribuée directement aux bénéficiaires et à leurs organisations de base. Les frais de gestion (composante 3) se montent à 8% du coût de base du projet.

Tableau 1

Coût du projet par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composantes	Gouvernement nicaraguayen		Prêt du FIDA		BCIE		Bénéficiaires		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Renforcement des capacités et planification	1 731	15,9	5 811	53,4	3 330	30,6	-	-	10 873
2. Investissements concernant les familles, les territoires et les entreprises	2 985	8,9	11 873	35,4	11 670	34,8	6 984	20,8	33 512
3. Gestion du projet	1 258	30,9	2 819	69,1	-	-	-	-	4 078
Coût total du projet	5 974	12,3	20 504	42,3	15 000	31,0	6 984	14,4	48 463

B. Financement du projet

21. Le financement du projet sera à la charge: i) du Gouvernement nicaraguayen, avec un apport de 5,9 millions d'USD; ii) du FIDA, avec un prêt de 20,5 millions d'USD; iii) de la BCIE, avec un prêt de 15 millions d'USD; et iv) les bénéficiaires du projet, avec une contribution de 6,9 millions d'USD. Le FIDA financera 39% des investissements, et la principale allocation du FIDA par catégorie de dépenses correspondra à celle du FTE (11,35 millions d'USD, soit l'équivalent de 55% du financement du FIDA).

Tableau 2

Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Gouvernement nicaraguayen		Prêt du FIDA		BCIE		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
I. Investissements										
A. Véhicules	70	15,0	395	85,0	-	-	-	-	465	1,0
B. Matériel	60	15,0	342	85,0	-	-	-	-	403	0,8
C. Formation	752	15,0	2 961	59,1	1 301	25,9	-	-	5 015	10,3
D. Services consultatifs	696	15,0	1 916	41,3	2 029	43,7	-	-	4 641	9,6
E. Subventions (FTE)	2 811	8,6	11 351	34,6	11 670	35,6	6 984	21,3	32 816	67,7
Total investissements	4 389	10,1	16 966	39,1	15 000	34,6	6 984	16,1	43 340	89,4
II. Dépenses courantes										
A. Traitements et salaires	1 402	35,9	2 499	64,1	-	-	-	-	3 901	8,0
B. Dépenses de fonctionnement	183	15,0	1 039	85,0	-	-	-	-	1 222	2,5
Total dépenses courantes	1 585	30,9	3 538	69,1	-	-	-	-	5 123	10,6
Coût total du projet	5 974	12,3	20 504	42,3	15 000	31,0	6 984	14,4	48 463	100,0

C. Résumé des avantages et analyse économique

22. Le NICAVIDA touchera 30 000 familles rurales (soit environ 152 100 personnes). Selon les estimations: a) 13 450 familles recevront un appui pour améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, obtenir des sources de revenus non agricoles et améliorer leurs conditions de travail; b) 14 500 familles recevront un ensemble d'appuis visant la sécurité alimentaire, la production et la diversification agricoles, la création de revenus agricoles et non agricoles, et les plans d'entreprise; c) 2 050 familles recevront une combinaison des appuis mentionnés pour développer des processus de production et de diversification agricoles comprenant des technologies et des cultures de rente dans le cadre de plans d'entreprise. Le taux de rentabilité économique interne est de 22,7% et la valeur actualisée nette, de 20,8 millions d'USD.

D. Durabilité

23. La durabilité du projet sera assurée: i) par son intégration dans la politique gouvernementale de lutte contre la pauvreté rurale, le renforcement et l'amplification de cette politique, et l'amélioration des conditions affectant le Couloir sec; ii) par l'alignement sur le cadre stratégique pour le Couloir sec et son application; iii) par l'adoption d'une approche propice à la durabilité, au niveau des familles, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, des revenus, de l'adaptation au changement climatique et de la gestion des ressources naturelles.
24. La place centrale accordée aux familles rurales – cibles des activités et des interventions du NICAVIDA –, et les ressources allouées à la sécurité alimentaire et à la nutrition sont de bon augure pour la durabilité de la sécurité alimentaire, l'amélioration de la nutrition et l'augmentation de la production. Parallèlement, le NICAVIDA propose des activités génératrices de revenus pour les familles, sous la forme de petites entreprises, de création de valeur ajoutée et d'accès à de meilleures possibilités d'emploi grâce à la formation. Le projet est empreint d'une forte orientation stratégique et prévoit des ressources destinées à financer des mesures d'adaptation au changement climatique et de réduction des risques liés à

la variabilité climatique. Ces mesures intégrées aux activités de production agricole sont garantes de perspectives favorables de durabilité.

E. Identification et atténuation des risques

25. L'approche et les activités prévues dans le cadre du NICAVIDA ont pour objet de réduire les risques relatifs à la sécurité alimentaire, à la nutrition et au changement climatique. Les investissements territoriaux et dans les exploitations agricoles visent à parvenir à une gestion durable des ressources naturelles, et en particulier de la terre et de l'eau. Les activités productives prévues tiennent compte des limites liées à la disponibilité de technologies validées et à la fragilité environnementale du territoire, et comprennent des mesures d'observation et d'analyse permanentes afin de pouvoir réagir préventivement et en temps utile de manière à atténuer le risque correspondant. Les ouvrages d'accès aux ressources hydriques pour la consommation humaine et l'irrigation sont intégrés dans des propositions tendant à améliorer la recharge et la protection des sources hydriques, et des études seront menées pour assurer que l'accès à l'eau destinée à l'irrigation ne concurrence pas son utilisation pour la consommation humaine. Dans le contexte actuel, les risques institutionnels et politiques sont limités et ceux qui concernent l'efficacité de la gestion et de l'administration, la coordination institutionnelle et la gestion des accords avec les institutions spécialisées sont réduits au minimum par l'application de mesures issues de la longue expérience de l'exécution des projets du FIDA avec le MEFCCA et le gouvernement.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

26. L'approche, les objectifs et les modalités d'exécution du NICAVIDA sont en harmonie avec les stratégies et politiques du FIDA. Le projet répond aux objectifs du COSOP pour 2013-2017 et se conforme aux principales politiques du FIDA, à savoir: i) la Politique de ciblage du FIDA, en appliquant des mécanismes de ciblage direct sur la base d'une analyse de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et des risques liés au changement climatique, de ciblage géographique direct pour l'inclusion des peuples autochtones, et d'autociblage au sein des groupes et communautés; ii) la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et les jeunes, en reproduisant et en élargissant les actions des projets antérieurs par des propositions visant directement ces catégories de bénéficiaires; iii) la Politique du FIDA concernant la gestion des ressources naturelles et de l'environnement ainsi que la stratégie relative au changement climatique ayant pour objectif de maximiser l'impact des investissements du FIDA dans la lutte contre la pauvreté rurale, dans le contexte du changement et de la variabilité climatiques; iv) les politiques concernant la sécurité alimentaire et la nutrition, qui constituent l'épine dorsale des stratégies du projet; v) la Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones, en appliquant le principe du consentement libre, préalable et informé, ou des collectivités territoriales et communautaires, en reconnaissant les traits culturels distinctifs des populations habitant les zones d'intervention. Le projet est aussi pleinement aligné sur les stratégies du FIDA, qui accordent une attention particulière à la formation du capital social, à l'orientation des activités de production agricole et non agricole, et à la promotion de petites entreprises tournées vers le marché.

B. Alignement et harmonisation

27. Le projet est en cohérence avec le Plan national de développement humain et le Cadre stratégique du Couloir sec, qui est l'instrument de politique appliqué par le gouvernement pour relever les défis du développement dans la zone aride, ainsi qu'avec les principaux instruments et politiques gouvernementaux de développement rural et de lutte contre la pauvreté, tels que les mécanismes de

transfert et de recouvrement des ressources, et les systèmes de prestation de services d'assistance technique et de formation. Le NICAVIDA, qui a été conçu en consultation permanente avec le Ministère des finances et du crédit public, et les autres institutions intéressées, appuiera le processus de transformation de la production des familles rurales, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs de la politique gouvernementale de promotion du lien entre la diversification des sources de revenus agricoles et non agricoles, la protection de l'environnement, la nutrition familiale et la création de revenus pour la population rurale pauvre en quête d'opportunités pour sortir de sa situation de pauvreté.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

28. Le NICAVIDA s'inscrit dans une stratégie partagée par le gouvernement et le FIDA afin de créer une vision et un modèle de développement rural garantissant la sécurité alimentaire, améliorant la nutrition, appuyant les familles dans leur adaptation au changement climatique et favorisant la création de revenus durables. Le projet contribue à l'élaboration d'une proposition solide et partagée pour le Couloir sec, mise en œuvre conjointement par le gouvernement, le MEFCCA et d'autres institutions telles que le MARENA, l'INTA et l'INETER, sous l'égide du Ministère des finances et du crédit public, et du Ministère des relations extérieures. Le modèle vise, par la reproduction et la transposition à plus grande échelle de l'expérience accumulée dans le cadre des projets antérieurs, à établir un vaste cadre d'intervention composé de politiques, programmes et projets de développement rural que le gouvernement et le FIDA se proposent de reproduire et d'amplifier.

D. Participation à l'élaboration des politiques

29. Le projet met à profit les expériences positives des projets antérieurs, en particulier le PRODESEC, le PROCAVAL et le NICADAPTA, et est cohérent avec les politiques du gouvernement et du FIDA. La méthodologie et les instruments d'exécution prévus sont conformes aux directives du FIDA. La proposition est compatible et partagée avec le gouvernement, pour l'utilisation du système de décentralisation du MEFCCA, du système de transfert partiel des ressources sous la forme d'incitations, ainsi qu'avec les propositions de recouvrement des ressources transférées et les politiques et mesures concernant l'environnement et l'adaptation au changement climatique, l'articulation interinstitutionnelle et la promotion de l'accès des bénéficiaires et de leurs organisations au système financier. Le projet est en accord avec le contexte normatif, institutionnel et réglementaire, ainsi qu'avec les politiques et instruments appliqués par le gouvernement et le MEFCCA.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

30. Un accord de financement entre la République du Nicaragua et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié sera transmise aux représentants au Conseil d'administration au moins cinq jours ouvrables avant l'expiration du délai de 30 jours à compter de la transmission du rapport du Président et du document de conception du projet auxdits représentants.
31. La République du Nicaragua est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
32. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

33. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Nicaragua un prêt à des conditions particulièrement favorables, d'un montant équivalant à vingt millions cinq cents quatre mille dollars des États-Unis (20 504 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Convenio de financiación negociado: "Proyecto de Desarrollo Sostenible de las Familias Rurales en el Corredor Seco de Nicaragua"

(Negociaciones concluidas el 4 de agosto de 2016)

Número del Préstamo:

Proyecto de desarrollo sostenible de los medios de vida de las familias rurales en el Corredor Seco de Nicaragua (NICAVIDA) ("el Proyecto")

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "Fondo" o el "FIDA")

y

La República de Nicaragua (el "Prestatario")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y los dos colectivamente las "Partes")

ACUERDAN lo siguiente:

Preámbulo

CONSIDERANDO que el Prestatario pretende obtener un préstamo por la cantidad de quince millones de dólares de los Estados Unidos (USD 15 000 000), del Banco Centroamericano de Integración Económica (BCIE) u otro acreedor/ente financiero para complementar la ejecución de las actividades del Proyecto;

CONSIDERANDO que el Prestatario acepta que las actividades del Proyecto sean financiadas de conformidad con el presente Convenio;

Las Partes ACUERDAN lo siguiente:

Sección A

1. Los siguientes documentos conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la Descripción del Proyecto y disposiciones de ejecución (Anexo 1), el Cuadro de asignaciones (Anexo 2), y las Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola enmendadas en abril de 2014 (las "Condiciones Generales").

2. Las Condiciones Generales en sus sucesivas versiones enmendadas y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas serán aplicables al presente Convenio. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado.

3. El Fondo proporcionará un Préstamo al Prestatario, que el Prestatario utilizará para ejecutar el Proyecto de conformidad con los términos y condiciones del presente Convenio.

Sección B

1. El monto del Préstamo es de veinte millones quinientos cuatro mil dólares de los Estados Unidos (USD 20 504 000).
2. El Préstamo se concede en condiciones muy favorables. Los préstamos otorgados en condiciones muy favorables estarán exentos del pago de intereses, pero quedarán sujetos a un cargo por servicio de tres cuartos del uno por ciento (0,75%) anual pagadero semestralmente en la Moneda de Pago del Servicio de Préstamo, y tendrán un plazo de reembolso de cuarenta (40) años, incluyendo un período de gracia de diez (10) años a partir de la fecha de aprobación del Préstamo por la Junta Ejecutiva del Fondo.
3. La Moneda de Pago del Servicio del Préstamo será el dólar de Estados Unidos.
4. El primer día del Ejercicio Financiero aplicable será 1º de enero.
5. Los pagos del capital y los cargos por servicio serán pagaderos cada 15 de enero y 15 de julio de cada año. El Prestatario reembolsará el principal del Préstamo pendiente de reembolso en 59 cuotas semestrales iguales de treientos cuarenta y un mil setecientos treinta y tres dólares de los Estados Unidos (USD 341 733) pagaderas el 15 de enero y el 15 de julio de cada año y una final de treientos cuarenta y un mil setecientos cincuenta y tres dólares de los Estados Unidos (USD 341 753), que comenzarán el 15 de enero de 2027 y terminarán el 15 de julio de 2056, en la Moneda de Pago del Servicio del Préstamo.

El Prestatario pagará al Fondo un cargo por servicios a razón del 0,75% anual del monto del Préstamo pendiente de reembolso, que será pagadero semestralmente el 15 de enero y el 15 de julio de cada año en la Moneda de Pago del Servicio del Préstamo.

6. El Prestatario abrirá y mantendrá en el Banco Central de Nicaragua una cuenta designada para recibir los recursos del Préstamo. El Proyecto contará con las Cuentas del Proyecto que resulten necesarias en beneficio de las Partes del mismo. Las Cuentas del Proyecto serán abiertas en Bancos Comerciales aceptables para el Fondo.
7. El Prestatario proporcionará financiación de contrapartida para el Proyecto por el monto aproximado de cinco millones novecientos setenta y cuatro mil dólares de los Estados Unidos (USD 5 974 000), de acuerdo a la proyección en cada ejercicio fiscal y de conformidad con el POA, y pondrá dichas asignaciones a disposición del Proyecto en cada ejercicio presupuestario.

Sección C

1. El Organismo Responsable del Proyecto será el Ministerio de Economía Familiar Comunitaria, Cooperativa y Asociativa (MEFCCA).
2. El MEFCCA por sí mismo o a través de las instancias que determine y en acuerdo con el Fondo, llevará a cabo la Revisión de Medio Término como se especifica en la Sección 8.03 b) y c) de las Condiciones Generales, pudiendo las partes acordar otra fecha para llevar a cabo la Revisión de Medio Término de la ejecución del Proyecto.
3. La Fecha de Terminación del Proyecto será el sexto aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio.

Sección D

El Préstamo será administrado y el Proyecto será supervisado por el FIDA.

Sección E

1. Se considera que son motivos adicionales a los establecidos en la Sección 12.01 de las Condiciones Generales para la suspensión del derecho del prestatario a solicitar desembolsos los siguientes:

- i. Que el Manual de Operaciones del Proyecto o sus disposiciones, hayan sido objeto de suspensión, revocación, enmienda u otra modificación, sin el acuerdo previo del Fondo, y se haya determinado que éstos han tenido, o es probable que tengan, consecuencias adversas sustanciales para el Proyecto;
- ii. Que el derecho del Prestatario a solicitar o efectuar retiros de fondos bajo el Convenio con el BCIE u otro acreedor/ente financiero haya sido cancelado o suspendido en su totalidad o parte.

2. Se considera que son condiciones generales adicionales previas a la establecida en la Sección 4.02 b) de las Condiciones Generales para el retiro de fondos las siguientes:

- i. Que el Fondo haya dado la no objeción al Manual de Operaciones del Proyecto;
- ii. Que se hayan asignado, los fondos de contrapartida que se utilizarán para el primer año durante la ejecución del Proyecto;
- iii. Que se haya seleccionado y nombrado, a satisfacción del Fondo, al Coordinador y al Administrador del Proyecto;
- iv. Que el sistema contable y de gestión informatizado aplicable al Proyecto, que integra la información financiera de los financiamientos del mismo, y genera los informes financieros requeridos por el FIDA se encuentre en ejecución.

3. El presente Convenio está sujeto a ratificación por parte del Prestatario.

4. Se indican a continuación los representantes designados y las direcciones que han de utilizarse para cualquier intercambio de comunicaciones relacionadas con el presente Convenio:

Por el Fondo:

Presidente
Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola
Via Paolo di Dono 44
00142 Roma, Italia

Por el Prestatario:

Ministro de Hacienda y Crédito Público
Ministerio de Hacienda y Crédito Público
Av. Bolívar, frente a la Asamblea
Nacional
Managua, Nicaragua

El presente Convenio se ha preparado en idioma español en dos (2) copias originales, una (1) para el Fondo y otra para el Prestatario.

REPÚBLICA DE NICARAGUA

Representante Autorizado
(Nombre y título)

FONDO INTERNACIONAL
DE DESARROLLO AGRÍCOLA

(Nombre)
Presidente

Anexo 1

Descripción del Proyecto y disposiciones de ejecución

I. Descripción del Proyecto

1. Área del Proyecto. El Proyecto se focaliza en todos los municipios que de acuerdo a las definiciones del Gobierno de Nicaragua, conforman el Corredor Seco del país. Para su puesta en marcha NICAVIDA iniciará sus actividades en 37 Municipios en los Departamentos de Madriz, Nueva Segovia, Estelí, Matagalpa, Boaco, León, Chinandega y Managua. Siempre dentro del Corredor Seco y de acuerdo a los niveles de inseguridad alimentaria y de vulnerabilidad a la variabilidad climática, los municipios podrán ampliarse dependiendo del cambio climático.

2. Población Objetivo. La Población objetivo del Proyecto son los pobres del sector rural y pueblos indígenas de la zona del Pacífico y Norte de Nicaragua y las familias con o sin tierra. Particular atención se dará a las mujeres. La población atendida por NICAVIDA ha sido estimada en 30,000 familias, aproximadamente 152,100 personas (aproximadamente 52% mujeres), que se caracterizan por la diversidad de actividades que desarrollan, combinando estrategias de integración a mercados laborales urbanos y rurales con producción agropecuaria destinada al autoconsumo y al mercado.

3. Fin y Objetivo de Desarrollo. El Fin del Proyecto es contribuir al logro de los objetivos nacionales de mejorar las condiciones de vida de las familias rurales y pueblos indígenas del Corredor Seco. El Objetivo de Desarrollo es apoyar a las familias rurales pobres en la zona del Proyecto, incluidos los pueblos indígenas, en el incremento de sus ingresos, en la mejora de la calidad nutricional de sus dietas y fortalecer sus capacidades de adaptación al cambio climático particularmente facilitando el acceso al agua. El aumento de los ingresos de los protagonistas se logrará a través de la diversificación económica y productiva de sus actividades productivas, mientras que su resiliencia al cambio climático será mejorada mediante la gestión sostenible de los recursos naturales.

4. Componentes. El Proyecto se organizará en los siguientes tres componentes:

A. Componente 1: Fortalecimiento de capacidades y planificación

A1. Objetivo. El objetivo del componente es el de establecer las condiciones para que las familias rurales y sus organizaciones, en base a sus activos, contexto climático, económico y social, planifiquen una ruta propia de su desarrollo incorporando, hábitos y prácticas que permitan mejorar su seguridad alimentaria y nutricional.

A2. Resultados. Que las familias y pueblos indígenas sean capacitados en la identificación de sus necesidades y en la planificación de sus inversiones para mejorar su calidad de vida.

A3. Productos. i) Que las familias y sus organizaciones sean capacitadas en actividades generadoras de ingresos, en manejo de suelos y agua y estrategias y prácticas que mejoren su dieta y ii) que las familias, sus organizaciones y las instituciones formulen Planes para las Familias, Planes de Negocios y Planes Territoriales.

A4. La estrategia consiste en facilitar el desarrollo de capacidades, promover los enfoques y alcances del Proyecto, focalización del Proyecto tanto a nivel geográfico como a nivel de familias y comunidades, priorizando mujeres y jóvenes, y proporcionar acompañamiento técnico para la formulación de Planes que puedan acceder a recursos del Fondo de Inversiones Familiares, Territoriales y Empresariales (FTE). Los Planes serán clasificados, de acuerdo a sus características y alcances como Planes para las Familias, Planes de Negocios y Planes Territoriales.

A5. Las actividades del Componente 1 serán:

- a) *Reconocimiento del entorno territorial del Corredor Seco*: i) características socioeconómicas, incluyendo el uso potencial del suelo y recursos naturales con un enfoque de manejo de cuencas, necesidades y demandas de las familias, y estrategias y medios de vida; ii) mapeo de los grupos, organizaciones formales e informales e instituciones relevantes; iii) focalización, promoción y difusión del Proyecto.
- b) *Generación y fortalecimiento de capacidades para*: i) Desarrollar competencias en el manejo de estrategias económicas y sociales de las familias; ii) Crear capacidades para identificar oportunidades productivas y de negocios así como alternativas adecuadas para la seguridad alimentaria y nutricional, considerando estrategias de reducción de riesgos productivos y climáticos; iv) Crear capacidades para acceder a mercados estables; v) Crear capacidades para la inserción de las familias protagonistas en mercados de trabajo o el autoempleo y diversificación productiva y económica; vi) Fortalecer capacidades para el manejo de recursos naturales, incorporando prácticas de adaptación al cambio climático.
- c) *Seguridad alimentaria y nutrición* para el fortalecimiento de las capacidades de las familias rurales para que mejoren su nivel nutricional y para el acceso a alimentos nutritivos y al consumo de una dieta adecuada a las recomendaciones. Para esto se desarrollarán: i) Estudios para actualizar información sobre los niveles de desnutrición e inseguridad alimentaria; ii) Actividades de sensibilización alimentaria y nutricional.
- d) *Manejo de Recursos naturales y prácticas de adaptación al cambio climático*. NICAVIDA facilitará a las familias y organizaciones conocimientos y acceso a información, metodologías y buenas prácticas en los siguientes temas: i) Agroforestería y restauración de agro-ecosistemas ii) Asistencia técnica y capacitación para transferencia de tecnologías para medios de vida resilientes y para la producción agropecuaria; iii) Información agroclimática y sobre recursos naturales; iv) Preparación de modelos locales del cambio climático; v) Análisis de impacto del cambio climático en los sistemas agroalimentarios y en la autonomía alimentaria de pueblos indígenas; vi) Análisis de la disponibilidad de infraestructura básica para el acceso a agua potable y para uso agrícola.
- e) *Formulación y presentación de Planes*:
 - i. *Planes para las Familias y Planes de Negocio*. Estos Planes serán desarrollados por familias pertenecientes a grupos, organizaciones, cooperativas, asociaciones, y comunidades indígenas, u otras organizaciones de base. La formulación de los Planes se basará en un diagnóstico participativo. La identificación y planificación de acciones para la formulación del Plan contará con el apoyo de promotores del Proyecto. Los jóvenes y mujeres, recibirán un acompañamiento específico para identificar sus necesidades. El Manual de Operaciones (MANOP) establecerá los criterios, mecanismos e instrumentos para la revisión y evaluación de los Planes.

- ii. *Planes Territoriales.* La formulación de los Planes Territoriales se generará a partir de las demandas generadas por familias, organizaciones e instituciones y se refieren a necesidades de infraestructura productiva, manejo y gestión de recursos naturales, acceso a agua, mejoramiento de caminos vecinales y gestión de cuencas, entre otros. El Proyecto asumirá la responsabilidad de acompañamiento y apoyo para la formulación de estos Planes.
- iii. *Aprobación y financiamiento de los Planes.* El MANOP establecerá el procedimiento y criterios para la elegibilidad, la presentación, la revisión y evaluación de las propuestas de planes y los fondos de contrapartida.

B. Componente 2: Inversiones familiares, territoriales y negocios competitivos

- B1. **Objetivo.** El objetivo de este componente es acompañar la implementación de los Planes de inversiones de las familias, planes de negocios y planes territoriales con el fin de promover la transformación productiva de las familias rurales, vinculando y articulando la diversificación de sus fuentes de ingreso, con la protección del medio ambiente, con la adaptación al cambio climático y con la seguridad alimentaria y nutricional.
- B2. **Resultados.** Lograr que las inversiones en Planes Territoriales, Planes para las familias y Planes de Negocio converjan hacia la integración de la generación de ingresos, la protección del medio ambiente, la adaptación al cambio climático y la seguridad alimentaria y nutricional de las familias.
- B3. **Productos.** Los productos serán: i) Inversiones territoriales en bienes y servicios públicos; ii) Inversiones familiares para un uso eficiente de los recursos y para la mejora de la seguridad alimentaria y nutricional; iii) Inversiones para la diversificación de las fuentes de los ingresos, que favorezcan la protección del medio ambiente y la adaptación al cambio climático.
- B4. **Estrategia.** La estrategia del componente consiste en el financiamiento de propuestas que hayan sido formuladas y aprobadas como resultado de las actividades del Componente 1. Para esto se utilizarán los recursos presupuestados en el FTE del Proyecto, el cual será debidamente reglamentado. El acceso a los recursos del FTE se hará a través de los Planes Territoriales, Familiares y de Negocios, aprobados por la UGP-MEFCCA de acuerdo al respectivo mecanismo de aprobación, tal como se detalla en el MANOP.
- B5. Las actividades del Componente 2 serán:
 - a) *Inversiones.* Se harán por intermedio del FTE. El FTE incluye los recursos destinados a las inversiones y actividades previstas por los planes (familiares, de negocio y territoriales) aprobados. El fondo será operado directamente desde el Proyecto (UGP-MEFCCA) de acuerdo a las normas y procedimientos definidos por el MANOP. El FTE podrá financiar:
 - i. *Planes Territoriales.* Los Planes Territoriales tienen como objetivo invertir en bienes públicos y servicios que permitan crear un entorno favorable para el mejoramiento de las condiciones de vida de las familias rurales y pueblos indígenas. Los gastos elegibles serán detallados en el MANOP. Los Planes Territoriales serán financiados con fondos no reembolsables y serán ejecutados, por intermedio de convenios o contratos, por los Gobiernos Municipales con la colaboración y apoyo de instituciones especializadas como MARENA e INTA, o por Instituciones que tengan responsabilidad directa en el tema o por Organizaciones de productores que tengan la capacidad y el nivel de consolidación necesario.

- ii. *Planes para las Familias.* Tienen por objeto apoyar a las familias en el uso y manejo de sus recursos (tierra, mano de obra, dinero líquido) para desarrollar actividades agrícolas y no agrícolas de generación de ingresos, para lograr la seguridad alimentaria y nutricional y mejorar sus ingresos y calidad de vida. El mecanismo de financiación de las actividades de los planes familiares se efectivizará a través de fondos no reembolsables y seguirá la metodología establecida en el MANOP. Los Planes Familiares son implementados por las mismas familias.
 - iii. *Planes de Negocios.* Tienen como objetivo promover el vínculo entre las estrategias de ingresos de las familias, la protección del medio ambiente, y la adaptación al cambio climático y pueden incluir actividades productivas agropecuarias, agregación de valor a la producción, acceso a mercados, desarrollo de pequeños negocios, actividades comerciales, servicios o microempresas. El MANOP incluirá los detalles de los criterios de elegibilidad de los Planes de Negocio, que pueden ser individuales o grupales. El FTE no financiará los bienes privados salvo las inversiones que favorezcan un mejor uso de los recursos naturales y la adaptación al cambio climático incluidos en los Planes. Estas inversiones serán financiadas por el FTE como fondo no reembolsable, de acuerdo a los detalles presentados en el MANOP. La implementación de los Planes de Negocio será a cargo de las familias o de los grupos proponentes.
- b) *Acompañamiento para la implementación de los Planes.* La UGP/MEFFCA acompañará la implementación de los Planes con servicios propios o contratados. El acompañamiento a los Planes incluye capacitación y orientación técnica para el cumplimiento de normas del Proyecto, establecidas por el MANOP. En el caso de los Planes Territoriales el acompañamiento podrá cubrir costos de dirección de obras, inventario y diagnóstico de red vial en municipios seleccionados, relevamiento topográfico de caminos rurales, conformación y capacitación de comités mantenimiento de caminos, autorizaciones y acuerdos para la utilización de agua, gestión de recursos naturales, etc.
- C. Componente 3: Gestión del Proyecto.
- C1. Objetivo. El objetivo de este componente es el de lograr una ejecución eficaz y eficiente del Proyecto, y fortalecer la capacidad de monitorear y evaluar las acciones de promoción del desarrollo del Proyecto.
 - C2. Resultados. Gestión adecuada y eficiente de las operaciones para el logro de los objetivos del Proyecto.
 - C3. Productos. En materia de gestión del Proyecto, se espera establecer un sistema de ejecución oportuna, eficiente y eficaz a nivel central y departamental del MEFCCA. En materia de Planificación, seguimiento y evaluación, se espera, que los Programas y Proyectos del MEFCCA, financiados por el FIDA, cuenten con un sistema de monitoreo y evaluación y capacidad para la evaluación de resultados e impactos, así como acciones para la gestión del conocimiento.
 - C4. La estrategia. La estrategia del componente incluye la constitución de un mecanismo de gerencia y administración del Proyecto, para conducir la implementación del Proyecto, en forma eficaz y eficiente en el marco institucional del MEFCCA y en articulación con los otros proyectos financiados por el FIDA.

C5. Las actividades del componente 3 serán:

- a) *Actividades de Gerencia* a nivel central y Departamental para la ejecución de los componentes y el logro de los objetivos del Proyecto.
- b) *Actividades Administrativas, de gestión y fiduciarias* para el control del desempeño de la tasa de desembolsos de fondos (externos, de contrapartida y de otros co-financiadores), el cumplimiento de condiciones contractuales, de las normas para adquisiciones y contrataciones, y de la calidad y oportunidad de las auditorías.
- c) *Funcionamiento de un Sistema de planificación, seguimiento y evaluación, aprendizaje, gestión de los conocimientos y comunicación*. Realizar el estudio para la Línea de Base y desarrollar las actividades de Seguimiento, Evaluación y gestión del conocimiento de acuerdo a las buenas prácticas y las recomendaciones del FIDA.

II. Disposiciones de ejecución

1. Organismo Responsable del Proyecto.

1.1 Designación. Se designa al Ministerio de Economía Familiar, Comunitaria, Cooperativa y Asociativa (MEFCCA), como Organismo Responsable de la implementación del Proyecto.

1.2 Funciones: Las principales funciones del MEFCCA con relación al Proyecto incluyen: i) asegurar la ejecución del mismo en consonancia con las políticas y estrategias nacionales y sectoriales; ii) asegurar el cumplimiento de las disposiciones establecidas en el presente Convenio de Financiación; iii) aprobar, con la no objeción del FIDA el MANOP; iv) aprobar, con la no objeción del FIDA los Planes Operativos Anuales (POAs), Presupuestos y los Planes de Adquisiciones (PAC); v) asegurar que se realicen las auditorías externas conforme a lo dispuesto en el presente Convenio y normas del FIDA en la materia; vi) seleccionar y contratar el personal del Proyecto, siguiendo los procedimientos de contratación previstos en el Manual Operativo y en el presente Convenio; vii) las demás responsabilidades que se estipulen en virtud del presente Convenio.

1.3 Delegación: El MEFCCA delega en su División de Proyectos como encargada de la implementación directa del Proyecto. El Director de la División de Proyectos será designado como Director del Proyecto.

Para la coordinación y gerencia del Proyecto se creará una Unidad Gerencial del Proyecto (UGP), dependiendo de la División de Proyectos, que contará con un equipo conformado por un Gerente de Proyectos, especialistas y promotores, además contará con el apoyo de Unidades Especializadas en Gestión Financiera, en Adquisiciones, y en Planificación, Seguimiento y Evaluación y Gestión del Conocimiento (PS&E y GC), la dependencia orgánica de estas Unidades Especializadas corresponde a las Divisiones (o Áreas) funcionales de apoyo ministerial.

El Gerente de la Unidad Gerencial del Proyecto coordinará directamente con las Unidades Especializadas las Gestiones de apoyo que requiera para la consecución de los fines del Proyecto. Estas Unidades Especializadas atenderán la cartera de proyectos financiados por el FIDA, y contarán con un coordinador/responsable, especialistas y personal de apoyo que serán asignados/contratados para asumir responsabilidades específicas. Una descripción de estas Unidades se presenta a continuación y su composición definitiva se establecerá en el MANOP.

2. Áreas Funcionales del MEFCCA. Las áreas funcionales de apoyo a la gestión institucional, serán responsables de asistir y proporcionar a la UGP y a las Unidades Especializadas las orientaciones necesarias de acuerdo a sus competencias y responsabilidades. Estas áreas a nivel ministerial, son: la División de Planificación; la División General Administrativa Financiera y la División de Adquisiciones. Adicionalmente el Proyecto establecerá modus operandi con las Divisiones de Asesoría Legal y de Auditoría Interna para las actividades correspondientes, así como con las Direcciones Generales que tienen bajo su responsabilidad la conducción de los temas sustantivos que la ley le faculta al MEFCCA.

3. Unidad Gerencial del Proyecto (UGP)

3.1 Establecimiento y Composición. Como unidad adscrita a la División de Proyectos del MEFCCA se conformará la Unidad Gerencial del Proyecto (UGP) por el/la Gerente de Proyecto que tendrá el apoyo de: un(a) Asistente Técnico de Gerencia experto manejo de recursos naturales y cambio climático; un(a) Coordinador(a) por cada componente del Proyecto; un(a) especialista en capacitación; un(a) especialista en género, juventud y

pueblos indígenas; un(a) oficial en manejo de recursos naturales y cambio climático; un(a) especialista en pequeños negocios rurales y promotores(as) por componente.

3.2 Funciones. Bajo la supervisión de la División de Proyectos, la UGP es responsable de: i) coordinar las operaciones con las Direcciones sustantivas y con las Divisiones de apoyo del MEFCCA, así como con las Unidades Especializadas creadas para apoyar las operaciones financiadas por el FIDA; ii) asegurar el adecuado funcionamiento operativo del Proyecto según lo establecido en el Convenio y en el MANOP; iii) asesorar a las Delegaciones Departamentales para la implementación del Proyecto; iv) facilitar a la Dirección Superior, así como a las Divisiones y Direcciones que tengan competencia en asuntos de la gestión del Proyecto, las comunicaciones y cumplimiento de condiciones de los Organismos Financieros externos; iv) definir las orientaciones estratégicas para cada una de las especialidades técnicas, y supervisar tanto la calidad de las actividades como su adecuada implementación.

4. Unidades Especializadas. Además de la UGP, el MEFCCA creará las siguientes Unidades Especializadas: i) Unidad Especializada en Gestión Financiera; ii) Unidad Especializada en Adquisiciones; y iii) Unidad Especializada en Planificación, Seguimiento, Evaluación y Gestión del Conocimiento. Las Unidades Especializadas podrán asumir la ejecución de funciones de otros proyectos financiados por el FIDA cuyo Organismo Responsable sea el MEFCCA, sujeto a la formalización de los respectivos instrumentos legales.

4.1 Unidad Especializada en Gestión Financiera (UEGF). Dentro del organigrama de la División General Administrativa Financiera se creará una Unidad Especializada en Gestión Financiera que atenderá la cartera de proyectos financiados por el FIDA. Esta Unidad será liderada por un(a) Coordinador(a) de Administración y Finanzas para la cartera de proyectos financiados por FIDA quien dirigirá la gestión financiera de especialistas u oficiales designados para cada proyecto ejecutado con financiamiento del FIDA. En el caso de NICAVIDA, el equipo estará conformado por el Coordinador de Administración y Finanzas, un auxiliar administrativo, dos contadores y un(a) encargado(a) de desembolsos. La contratación del personal de la UEGF se hará siguiendo las disposiciones de selección y contratación establecidas en este Convenio.

En coordinación con la UGP el/la Coordinador(a) de Administración y Finanzas tiene las siguientes responsabilidades en relación al Proyecto: i) Realizar la contabilidad y preparación de Estados Financieros; ii) Asegurar la contratación y seguimiento a las auditorías externas; iii) Asegurar la gestión presupuestaria y financiera; vi) Asegurar el adecuado control de activos; v) Asegurar la adecuada preparación de rendiciones de gastos y solicitudes de desembolso; vi) Garantizar el adecuado manejo de las cuentas; vi) Las demás que se establezcan en el MANOP.

4.2 Unidad Especializada en Adquisiciones (UEA). Dentro del organigrama de la División de Adquisiciones del MEFCCA se designará un(a) responsable en adquisiciones para la cartera de proyectos financiados por el FIDA, que contará con el apoyo de un(a) analista de adquisiciones para cada Proyecto a nivel central. La contratación del personal de la UEA se hará siguiendo las disposiciones de selección y contratación establecidas en este Convenio.

La UEA tiene las siguientes responsabilidades: i) Realizar los procesos de adquisiciones y contrataciones que requiera la UGP; ii) En coordinación con la UGP y las Unidad Especializada de PS&E y GC, preparar el Plan de Adquisiciones (PAC) de NICAVIDA. iii) dar seguimiento a la ejecución del PAC y preparar los informes correspondientes, iii) Dar seguimiento a la ejecución de los contratos; iv) Mantener el registro actualizado de los contratos formalizados; v) Asesorar la planificación de adquisiciones y supervisar su ejecución en los planes que se presenten en el Proyecto; vi) Las demás que se establezcan en el MANOP.

4.3 Unidad Especializada en Planificación, Seguimiento, Evaluación y Gestión del Conocimiento (PS&E y GC). La Unidad Especializada PS&E y GC será adscrita a la División de Planificación del MEFCCA y atenderá la cartera de proyectos financiados por el FIDA. Para su funcionamiento se designará un(a) Coordinador(a) del sistema de PS&E y GC para la cartera de proyectos financiados por FIDA, con la responsabilidad de coordinar la gestión de PS&E y GC de los especialistas u oficiales designados para cada proyecto ejecutado con financiamiento FIDA en el MEFCCA. En el caso de NICAVIDA se contará con el apoyo de un técnico de PM&E del Proyecto y una secretaria. La contratación del personal de la PS&E y GC se hará siguiendo las disposiciones de selección y contratación establecidas en este Convenio.

Esta Unidad tiene la responsabilidad de: i) elaborar el POA, dar seguimiento y prestar asesoría en su ejecución; ii) diseñar e implementar el sistema de PS&E y GC, alineado con el Marco Lógico del Proyecto y vinculado con los sistemas nacionales; iii) asegurar la obtención, procesamiento y diseminación de información, así como las estrategias de gestión del conocimiento; iv) realizar la evaluación global y la preparación de los informes establecidos en el presente Convenio y en el MANOP.

5. Delegaciones Departamentales. Las Delegaciones tienen la responsabilidad de la operatividad local de NICAVIDA con las siguientes funciones: i) Establecer y desarrollar las relaciones interinstitucionales y la coordinación local; ii) Garantizar los vínculos institucionales en el territorio para lograr la planificación y operación; iii) Realizar las tareas de promoción, selección, aprobación y seguimiento de los planes de acuerdo a lo establecido en el MANOP; iv) Brindar apoyo y asesoría técnica y administrativa a las organizaciones que ejecutan los contratos para las inversiones. En cada Delegación donde se desarrollan acciones de NICAVIDA se contará con el apoyo de un oficial territorial de PS&E y GC, un asistente administrativo territorial y un promotor.

6. Contratación de Personal. El personal de la Unidad Gerencial, de las Unidades Especializadas y de las Delegaciones que se nombren para desarrollar funciones en el marco de NICAVIDA será contratados a través de procedimientos transparentes y competitivos, cumpliendo con criterios de elegibilidad y selección establecidos en el Manual operativo.

Los elementos mínimos que el procedimiento de contratación debe contener y contar con aprobación previa del Fondo son: i) definición de los términos de referencia y las calificaciones y experiencia a reunir los candidatos; ii) proceso de selección transparente y competitivo; iii) nombramiento del candidato seleccionado.

La contratación del personal profesional y técnico de la UGP y las Unidades Especializadas deberá contar con la previa no objeción del FIDA. La contratación del personal de servicio y apoyo administrativo no requerirá la no objeción del FIDA. Sólo se podrá cesar al personal después de consultar al Fondo y tras una evaluación de tipo técnico.

7. Alianzas y Convenios. El Proyecto desarrollará acciones y actividades con la participación activa de entidades especializadas con las cuales el MEFCCA establecerá alianzas que permitan lograr eficiencia y replicar experiencias positivas experimentadas, para lo cual se suscribirán Convenios de colaboración. Para el diseño y ejecución de Planes Territoriales se prevé la utilización de la metodología "Áreas Socialmente y Ambientalmente sensibles ASAS" desarrollada por el MARENA; con las Alcaldías Municipales la ejecución de inversiones como infraestructura de agua, rehabilitación de caminos. Podrán intervenir otras entidades especializadas como el INETER, para el sistema de información agroclimática; el INTA para tecnologías para cada área edafo-climática, y para asistir en temas como semilla y material vegetativo adaptado a las condiciones del Corredor Seco. Para los aspectos de seguridad alimentaria y nutricional se establecerán alianzas con el MAG, el MINSA y otras entidades.

8. Manual Operativo del Proyecto. El Manual Operativo del Proyecto (MANOP) tendrá como propósito definir el marco conceptual, institucional, normativo y técnico del Proyecto, así como los niveles de responsabilidad de las instancias e instituciones involucradas en su implementación. Asimismo, se definen las responsabilidades, los procedimientos operativos, administrativos y financieros, y acciones que son necesarias para su implementación. El MANOP será de uso obligatorio para todos los funcionarios, directivos, técnicos, personal de las diferentes instituciones responsables del cumplimiento de los objetivos del Proyecto. Deberá ser elaborado por el MEFCCA y aprobado por el Ministro(a), el cual tendrá la responsabilidad de trasladarlo al FIDA para su no objeción final.

En los casos que se requiera incluir modificaciones al MANOP, éstas deberán ser igualmente aprobadas por el Ministro(a) del MEFCCA y posterior no objeción del FIDA.

El Manual incluirá entre otros los siguientes temas o aspectos: las normas y los procedimientos para la operación del Proyecto, abarcando, entre otras cosas, el esquema organizativo para la operación de los componentes, las tareas específicas de los funcionarios, funciones y responsabilidades, el marco para las contrataciones y adquisiciones del Proyecto, el esquema para el seguimiento y evaluación, normas y procedimientos ambientales, criterios de selección del personal del Proyecto, el funcionamiento de la UGP, las regulaciones contables, los requisitos y procedimientos para la utilización de los recursos del Proyecto. Asimismo, incorporará las regulaciones referidas los criterios de selección de auditores y regulaciones en general de auditoría que forman parte de las Directrices del FIDA para auditoría de proyectos. Será parte integral del MANOP el Reglamento del FTE.

Anexo 2

Cuadro de asignaciones

1. Asignación de los recursos del Préstamo. En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo al Préstamo la asignación de los montos del Préstamo a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría:

Categoría	Monto del Préstamo asignado (expresado en USD)	Porcentaje (excluyendo impuestos)
I. Vehículos y Equipos	663 000	100%
II. Capacitación	2 665 000	100%
III. Consultorías	1 725 000	100%
IV. Donaciones (para sub-proyectos)	10 216 000	100% excluyendo el aporte de los beneficiarios
V. Salarios y beneficios	2 250 000	100% excluyendo el aporte del Gobierno
VI. Gastos de operación	935 000	100%
Sin Asignación	2 050 000	
TOTAL	20 504 000	

2. Algunas definiciones. A los efectos del presente Anexo, los términos que se indican a continuación tendrán los siguientes significados:

Vehículos y equipos: se refiere a los bienes que requiere la UGP, las Unidades Especializadas y los equipos de apoyo en las delegaciones, para la operación del Proyecto.

Capacitación: se refiere a los fondos requeridos para la ejecución de acciones relacionadas con el componente 1, orientados al desarrollo de capacidades de las familias y sus organizaciones en la preparación de planes, y en la ejecución de planes de capacitación específicos ejecutados desde la UGP para las familias y sus organizaciones.

Consultorías: se refiere a estudios como línea de base, RIMS, evaluaciones, auditorías, contratos de servicios para formulación de planes y acompañamiento al cierre de proyectos, entre otros.

Donaciones para sub-proyectos: se refiere a los gastos elegibles definidos en los diferentes tipos de planes y con base en el reglamento del FTE.

Salarios y beneficios: se refiere a los gastos destinados al personal involucrado directamente en la ejecución del Proyecto.

Gastos de operación: se refiere a los gastos destinados al apoyo de las operaciones implementadas por el personal del Proyecto.

El detalle de estas definiciones se incluirá en el Manual de Operaciones del Proyecto.

3. Financiación retroactiva. Se considerarán gastos elegibles aquellos incurridos con anterioridad a la fecha de entrada en vigor del presente Convenio, pero posteriormente al 27 de junio del 2016, hasta por un monto total equivalente a doscientos cincuenta mil dólares de los Estados Unidos (USD 250 000) con respecto a las Categorías I (vehículos y equipos), III (consultorías), V (salarios y beneficios) y VI (gastos de operación), para financiar costos asociados con el estudio de la línea de base, con la implementación del sistema contable y de gestión informatizado con la preparación del manual de operaciones, y con los salarios iniciales del gerente, del administrador, y del responsable de adquisiciones del Proyecto.

4. Costos de puesta en marcha. El retiro de fondos respecto a la puesta en marcha en las Categorías I (vehículos y equipos), III (consultorías), V (salarios y beneficios) y VI (gastos de operación), podrá ser realizado después de la entrada en vigor del presente Convenio pero antes de satisfacer las condiciones generales previas para el retiro, no deberá exceder un monto total equivalente a doscientos cincuenta mil dólares de los Estados Unidos (USD 250 000), y no deberá incluir los costos financiados a través de la financiación retroactiva.

Los costos relacionados a la financiación retroactiva y los costos de puesta en marcha no deberán exceder en su totalidad un monto equivalente a doscientos cincuenta mil dólares de los Estados Unidos (USD 250 000).

Marco lógico¹

Jerarquía de objetivos	Indicadores			Métodos de verificación			Supuestos
	Indicador ²	Valor de referencia	Objetivo final	Fuente	Frecuencia	Responsabilidad	
Finalidad: contribuir al logro de los objetivos nacionales de mejorar las condiciones de vida de las familias de las zonas rurales y de los pueblos indígenas del Corredor Seco	Disminución del 30 % como mínimo de la desnutrición crónica infantil en las familias atendidas por el proyecto (RIMS 3er nivel) Incremento del 15 % como mínimo de los activos de al menos un 80 % de las familias participantes (RIMS 3er nivel) # de familias que reciben servicios del proyecto.	X % de desnutrición crónica infantil ³ 0 0	20 % de disminución al final del proyecto 24 000 familias incrementan en un 15 % sus activos familiares 30 000 familias (3 800 familias indígenas)	Encuestas y estudios del proyecto (Incluidas las encuestas del RIMS) Estudios de casos	Al inicio, a mitad de período y al final del proyecto	Gerente del proyecto MEFCCA-FIDA	Continuidad de las políticas públicas La variabilidad climática se mantiene en el rango de las previsiones utilizadas
Objetivo de desarrollo: apoyar a las familias pobres de las zonas rurales en el área de intervención del proyecto, incluidos los pueblos indígenas, a fin de lograr el incremento de sus ingresos, la mejora de la calidad nutricional de sus dietas y el fortalecimiento de sus capacidades de adaptación al cambio climático ⁴	1) Incremento del 25 % como mínimo de los ingresos de al menos el 80 % de las familias con relación a los valores de referencia 2) Mejora de la calidad de la dieta de al menos el 85% de las familias beneficiarias ⁵ 3) Aumento de la resiliencia al cambio climático de al menos el 80 % de las familias beneficiarias ⁶	30 000 familias con un ingreso anual neto de USD 958 0 0	24 000 familias incrementan su ingreso anual neto hasta USD 1 210 24 500 familias mejoran la calidad de su dieta 24 000 familias incrementan su	Encuestas y estudios del proyecto (incluidas las encuestas del RIMS) Evaluación a mitad de período y final Sistema de	Al inicio, a mitad de período y al final del proyecto Anual	Gerente del proyecto Responsable del sistema de SyE MEFCCA-FIDA	Los factores (externos) económicos que inciden en la economía se mantienen estables

¹ Por motivos de espacio, el Marco lógico solo incluye los indicadores de impacto y de efecto. El Marco Lógico completo se encuentra en el informe sobre el diseño del proyecto.

² Todos los indicadores, en la medida de lo posible, se presentarán desagregados por entidad, género y edad (adultos y jóvenes).

³ Las cifras más recientes indican una prevalencia entre el 27 % y el 29 % en los departamentos del Corredor Seco. La cifra exacta se determinará a través de la encuesta de referencia.

⁴ El aumento de los ingresos del beneficiario se logrará a través de su diversificación productiva y económica, mientras que se mejorará su resiliencia al cambio climático mediante una gestión sostenible de los recursos naturales.

⁵ Para informar sobre la medición de esa meta, se utilizará el índice de diversidad alimentaria mínima para las mujeres, elaborado por la Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura y la Agencia de los Estados Unidos para el Desarrollo Internacional.

⁶ La resiliencia al cambio climático se mide utilizando un cuadro de puntuación simple (véase el apéndice 8). Una familia es más resiliente si la respuesta es afirmativa a por lo menos tres de las siguientes preguntas: 1) ¿utiliza la familia un sistema productivo climáticamente inteligente con medidas de gestión sostenible de suelos y agua en > ¼ parte de sus tierras?; 2) ¿tiene la familia acceso a una fuente segura de agua (microriego) para > 1/10 parte de sus tierras?; 3) ¿en los últimos dos años ha utilizado la familia información climática para tomar decisiones sobre qué cultivos y variedades utilizar y cuándo sembrarlos?; 4) ¿la familia es miembro de un vivero o de un banco de semillas comunitario o tiene acceso a alguno de ellos?; 5) ¿ha participado la familia en la formulación de un plan territorial y en planes de negocios o de inversiones familiares?; 6) ¿tiene la familia > USD 300 en ahorros?"

Jerarquía de objetivos	Indicadores			Métodos de verificación			Supuestos
	Indicador ²	Valor de referencia	Objetivo final	Fuente	Frecuencia	Responsabilidad	
			resiliencia	SyE y encuestas			
Componente 1. Fortalecimiento de capacidades y planificación							
Efecto 1: las familias y pueblos indígenas reciben capacitación para poder determinar sus necesidades y planificar sus inversiones a fin de mejorar su calidad de vida	4) # de diagnósticos territoriales/de comunidades indígenas, realizados con la participación de las partes interesadas y en coordinación con el Sistema Nacional de Producción, Consumo y Comercio (SNPCC) a nivel local 5) # de diagnósticos familiares, realizados con la participación de las partes interesadas y sus organizaciones	0 0	40 diagnósticos territoriales/comunitarios realizados 3 000 diagnósticos familiares a nivel grupal y comunitario	Sistema de SyE del proyecto Evaluación a mitad de período y final	Al inicio, a mitad de período y al final del proyecto Anual	Responsable del sistema de SyE Gerente del proyecto MEFCCA	Metodologías adecuadas para la participación de las partes interesadas en el proyecto
Componente 2. Inversiones familiares, territoriales y negocios							
Efecto 2: las inversiones en planes territoriales y planes para las familias convergen hacia la integración de la generación de ingresos, la protección del medio ambiente, la adaptación al cambio climático y la seguridad alimentaria y nutricional de las familias	6) # de planes para las familias y de negocios que vinculan la generación de ingresos con la protección del medio ambiente, la resiliencia y la seguridad alimentaria y nutricional de las familias	0	2 800 planes para las familias y de negocios (11 % para pueblos indígenas), de los cuales un 50 % para mujeres y un 20% para jóvenes	Sistema de SyE del proyecto Evaluación a mitad de período y final	Al inicio, a mitad de período y al final del proyecto	Responsable del sistema de SyE Gerente del proyecto MEFCCA	Instituciones públicas y privadas apoyan actividades productivas y ambientales
Componente 3. Gestión del proyecto							
Efecto 3: gestión adecuada y eficiente de las operaciones para el logro de los objetivos del proyecto	7) Al menos el 90 % del plan operativo anual ejecutado cada año	0	90 % anual	Evaluaciones e informes financieros	Anual		Gobierno cumple como contraparte